

## MÉMOIRES, HISTOIRE DES DÉPLACEMENTS FORCÉS

Certaines cultures subissent des fragilités comme des sites historiques en péril, dont les menaces sont sérieuses et sont le reflet du déracinement lié au système paysan déplacé, dégradé voire dénigré. Pourtant, qu'il soit naturel ou forcé, le chemin du déplacé a mobilisé une richesse culturelle dans son histoire sociale et politique mais également dans les mouvements de revendication et/ou libération, révélée à travers la littérature, les arts, les chants, les représentations, les vieux dictons, la conservation de végétaux que des hommes et des femmes ont volontairement préservés à travers les legs anciens de leurs aïeux. L'objectif central de ce collectif est d'identifier et d'analyser des marqueurs culturels issus des résistances sur les questions d'héritages, de legs culturels, sociaux, politiques des déplacés et des diasporas d'hier et d'aujourd'hui afin de contribuer aux réflexions critiques portées sur les révoltes populaires du présent.



**Mélica Ouennoughi**, Docteur en anthropologie. Membre-Chercheur du Réseau e-Toile-Pacifique. Réseau des Océanistes francophones. Après avoir étudié l'histoire d'une communauté de montagnards (Pahàri), à travers leurs mythes et légendes issus des plus anciennes traditions hindoues en Himachal Pradesh, elle poursuit ses travaux sur les vieilles traditions nord-africaines introduites dans les anciens bagnes d'Outremer en Nouvelle-Calédonie durant le XIX<sup>e</sup> siècle (palmier-dattier, assemblée, saint patron, chants, instruments, puits, gargoulettes,...). Ayant fourni un premier répertoire généalogique inédit de ces déplacés, elle apporte en annexe de cet ouvrage un échantillon d'un second répertoire à paraître sur les mouvements de déplacés nord-africains en Guyane faisant apparaître un lien généalogique avec la Nouvelle-Calédonie. L'auteure est sollicitée pour des travaux en généalogie et des productions de films et documentaires.

Illustration de couverture : *L'homme aux chèvres*, collection Max Shekleton.

ISBN : 978-2-343-01526-2  
38 €



Textes réunis par  
Melica Ouennoughi

# MÉMOIRES, HISTOIRE DES DÉPLACEMENTS FORCÉS

Textes réunis par  
Melica Ouennoughi

ANTHROPOLOGIE ET ETHNOHISTOIRE  
Terrains et Recherches appliquées



Héritages et Legs  
(XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)



L'Harmattan

### **Résumé**

Le présent article traite du rapport de la mémoire à l'histoire et de la manière avec laquelle la première empiète sur les prérogatives de la seconde. Dit autrement, la mémoire en tant que souvenirs et récits "héroïques" tend de plus en plus, en l'occurrence en Algérie, à s'imposer en lieu et place de l'histoire en tant que discipline fondée sur l'esprit d'examen, l'analyse critique et l'impartialité. En Algérie, la mémoire se fait au contraire apologie ; La Révolution ou le Premier Novembre 1954, qui marque le déclenchement de la guerre d'indépendance, y sont sans cesse célébrés et magnifiés aussi bien par le pouvoir politique que par certains historiens en quête plus de reconnaissance et de visibilité que par la recherche désintéressée de la vérité telle que fondent les archives, l'esprit critique et l'impartialité. Passionnée et passionnelle, cette mémoire qui fonctionne sur le mode affectif tourne complètement le dos à l'histoire critique et donc à l'objectivation des faits réels. La célébration du nationalisme, de ses hauts faits d'arme, et symétriquement, la stigmatisation de ses ennemis réels ou fictifs, constituent les aliments essentiels de cette mémoire qui tend à se substituer à l'histoire fondée en principe sur l'esprit d'examen critique, mais aussi sur le recul et la distanciation. Tels sont, en substance, les éléments constitutifs de la teneur du présent article qui se veut une mise en garde contre les excès de la mémoire.

### **Abstract**

The present article deals with the report of the memory and with the history and with the way with which the first one encroaches on the privileges of second. Say otherwise, the memory as memories and narratives "heroic" tends more and more, in this particular case in Algeria, to stand out instead of the history as discipline based on the spirit of examination, the critical analysis and the impartiality. In Algeria, the memory is made on the contrary apology; the Revolution or on November first, 1954, wich marks the release of the war for

independence, are ceaselessly celebrated and glorified there as well by the political power as by the certain historians in quest more gratitude and visibility than by the research made lose interest in the truth such as base archives, critical mind and impartiality. Fascinated and passionate, this memory wich works on the emotional mode completely turns the back on the critical history and thus on the objectivation of the reels facts. The celebration of the nationalisme, its heroic deeds of weapon, and symmetrically, the stigmatization of his real or fictitious enemies, constitute the essential food of this memory wich tends to substitute itself for the history based as a rule on the spirit of critical examination, but also on the backward movement and the distance. Such are, basically, the constituent elements of the content of the present article wich aimes to be one a warning against the excesses of the memory...

### **Introduction**

Sur quel mode se racontent, en Algérie, la résistance nationale, les souvenirs des déportés et des exilés forcés ainsi que ceux de la guerre de libération nationale ? Cet article propose d'apporter une réponse à cette interrogation. Les gros médias officiels, comme l'ENTV (télévision d'Etat) sont les canaux par lesquels se raconte l'Histoire de la Nation, sur un mode plutôt lyrique et apologitique que sur un mode rationnel. L'Histoire confondue souvent avec la mémoire et « la geste héroïque ». Le récit qui suit illustre bien l'état d'esprit qui préside à la représentation de l'Histoire :

Le 1er novembre 2011, à 18h30, la Chaîne III de la Télévision nationale ont présenté une émission commémorant le 57e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération amorcée le 1er novembre 1954. Ont été conviés à s'exprimer sur cette date hautement symbolique, quelques acteurs de premier plan de la révolution, des militants de la première heure, un historien, ou considéré comme tel, ainsi que des cinéastes ayant produit des films documentaires se voulant une restitution fidèle de cet acte fondateur, qu'est la révolution algérienne. Les yeux rivés sur l'écran, le stylo et un bout de papier à la main, j'écoutais en prenant des notes. Deux collègues historiens, l'un de M'sila, l'autre de Constantine m'avisèrent de cette émission par téléphone. Puisque le hasard a voulu que je sois, malgré moi, un de ces auditeurs parmi tant d'autres anonymes, je me propose donc de

commenter, à ma manière, cette émission qui ne manque point d'intérêt ni aussi d'étonnement et de surprises. D'abord l'intérêt. Il réside dans les témoignages rétrospectifs des actes produits, des sacrifices consentis et des souffrances endurées au plus profond de leur chair par les acteurs invités. La charge émotionnelle qui se lit sur le visage de chacun d'eux en évoquant les souvenirs de leur militantisme particulier, les accents vrais, sincères et spontanés qui martèlent leurs propos égrenés dans un vocabulaire simple, à l'image de leur condition sociale initiale, attestent sans conteste d'un témoignage oral d'une haute valeur pour quiconque voudrait reconstituer l'histoire du 1er Novembre, ne serait-ce que par bribes et recoupements des données nombreuses et divergentes, sur des bases solides et non sur la base d'une mythologie dans laquelle la glorification du geste héroïque, l'exagération flatteuse des actes des uns et l'occultation de ceux des autres l'emportent sur l'esprit d'examen critique et impartial...

**- La parole est aux survivants du déclenchement du 1er Novembre 1954**

Mais revenons aux témoins qui se sont succédés sur le plateau. Ils sont tous émouvants. Mohamed Mechat, ex-militant de l'OS et membre du fameux Groupe des 22, a parlé du contexte dans lequel naquit l'OS et les motifs qui amenèrent à la constitution du Groupe des 22, choses déjà bien connues, mais dites et redites par un des premiers acteurs de l'insurrection s'exprimant avec «ses tripes», ça prend une toute autre dimension, relevant à la fois de l'affectif et du symbolique. Peu importe la part de vérité, d'ombre, d'oubli ou d'amnésie que l'on pourrait prêter à son témoignage, ce qui importe c'est la spontanéité et l'enthousiasme avec lesquels il témoigne de son action dans le cadre de l'instance révolutionnaire née en réaction à l'inertie ou à l'attitude timorée des partis nationalistes qui ont précédé et préparé sans le vouloir l'émergence de l'OS, du FLN, etc. Annie Steimer, militante de «souche» française, qui a connu les affres de la prison, tant en Algérie qu'en France, parce qu'elle s'était engagée par conviction aux côtés de la révolution algérienne, n'en est pas moins émouvante en parlant de son itinéraire de moudjahida. Veuve d'un mari à qui elle dissimulait, dit-elle, son activité militante, de crainte sans doute d'être désavouée par lui, elle relate sur le plateau, les yeux légèrement humectés de larmes, son engagement enthousiaste au service de la révolution dont

le 1er Novembre fut, dit-elle, un véritable «coup de tonnerre» dans un ciel serein. Elle rend hommage à ces hommes, pionniers de la révolution, ceux-ci, munis de simples fusils de chasse complètement obsolètes, purent défier une puissance coloniale dotée des armes les plus sophistiquées... Et d'ajouter subséquemment : «*J'ai applaudi (le 1er Novembre) parce que c'était le moment favorable où la Tunisie et le Maroc étaient engagés sur la voie de l'indépendance...*» Abdelkader Al Ammoudi, membre du Groupe des 22, lui aussi, approuve A. Steimer et enchérit : «*On nous a envoyé un instructeur pour nous apprendre comment fabriquer des bombes (artisanales)*». Mostefa Thouabti, l'un des fondateurs des Scouts algériens, a livré lui aussi son témoignage en rappelant que «*la France a commis une grande erreur en organisant en 1930 le centenaire de la colonisation de l'Algérie.*» Comme réponse à cette dénégation, «on a constitué, ajouta-t-il, la *kachafa algérienne* à La Casbah d'Alger, à l'instigation de Bouras Mohamed, *kachafa* qui donnera par la suite naissance à des sections dans les grandes villes (Tlemcen, Constantine...) placées chacune sous la direction d'un animateur (Ben Kired El Faoudhi...)». Quand la révolution se disait et se chantait en amazigh ...Si Ouali Aït Ahmed a livré son propre témoignage sur la Grande Kabylie et la manière favorable dont elle fut accueillie par les habitants de la région que la fièvre patriotique et révolutionnaire n'a jamais quittés de 1830 à 1962... Par de mots simples, il nous replonge dans l'ambiance du début de la révolution, comme si nous y étions : «*Le 27 novembre 1954, poursuit-il, des flammes et des colonnes de fumée s'élevèrent à l'horizon et nous vinrent tout droit d'Azazga... Elles étaient le fait des moudjahidines qui venaient de tuer un gardien (garde champêtre ?) en vue de se frayer un chemin en direction de quelque endroit...*» pour y préparer leurs embuscades. Ce faisant, il nous rappelle très brièvement le rôle fondamental qu'y a joué l'une des figures emblématiques de la révolution, Krim Belkacem, sans nous dire malheureusement qu'il fut ironiquement assassiné, non par l'ennemi juré - la France coloniale -, mais par ses compagnons d'armes après le triomphe de «la révolution» sur les colons rapaces, en 1970, en Allemagne, sur ordre du colonel Boumediène ! Episode tragique qui, pendant longtemps, et encore aujourd'hui, passe pour un tabou pour la vulgate officielle, dont les historiens accrédités participent sans vergogne et sans état d'âme aucun à l'occultation de certains faits historiques, comme pour entrer dans les bonnes grâces du prince pourvoyeur de fonctions, de privilèges et de charges diverses. Sur cet

aspect vénal de certains de nos historiens, je reviendrai sous peu, mais pour l'instant, restons avec les acteurs-témoins de notre révolution inachevée. Inachevée quant à ses promesses manquées, de justice sociale, d'équité et de liberté de penser et d'agir, promesses pourtant inscrites au frontispice de l'édifice constitutionnel de la République algérienne démocratique et populaire, mais jamais suivies d'effet.

#### - **Les femmes dans le tourbillon de la révolution**

Les moudjahidate, Annie, Louisa et Kella, comme les autres résistants au masculin, dont on a pu entendre les émouvants témoignages, sont dignes de respect, d'admiration et de confiance, même si certains d'entre eux ont tendance à l'enjolivement de notre révolution qui n'a pas été toujours, tant s'en faut, ni rose ni complètement dénuée de quelque «péché originel».

Mais on ne peut pas demander à des femmes et à des hommes d'action de nous fournir des analyses profondes sur les ressorts secrets de la révolution à laquelle ils ont pris une part active ; ce que l'on attend d'eux, c'est justement de nous livrer leurs témoignages vivants, spontanés et bruts, pour que les historiens de métier, les vrais, puissent les passer au crible de l'analyse critique. On ne peut pas non plus faire griefs aux anciens moudjahidines lorsqu'ils magnifient et exaltent la révolution au succès de laquelle ils ont investi leurs énergies, sacrifié leurs intérêts et leur famille pour que l'Algérie recouvre son indépendance.

Lorsque la moudjahida Kella s'est mise, sur le plateau, à égrener des chansons patriotiques et révolutionnaires en amazigh où pas un mot arabe ne vint interférer dans sa langue maternelle et millénaire, cela prouve que l'élan patriotique au sens affectif du mot et l'idée de la «communauté de destin», pour reprendre l'expression d'Ernest Renan, par-delà toutes les considérations «ethniques» et mythique (prétendue opposition kabyle-arabe) était profondément ancré chez l'écrasante majorité des Algériens. C'est dire que la mémoire, et partant, les charges affectives qu'elle comporte ne sont point antinomiques du concept de la nation et de l'Etat-nation, bien au contraire. Seulement voilà, cette mémoire toute chargée d'affects a besoin d'être accompagnée et encadrée par une histoire critique pour qu'elle ne dérape pas vers les pentes dangereuses du particularisme, et surtout,

pour qu'elle ne se substitue pas à l'histoire dont la fonction essentielle est de reconstituer les faits et de décrire objectivement ce qu'il était advenu et ce qui pourrait advenir.

Tous ces résistants et résistantes, ou ces moudjahidines, comme on voudra, qu'on a pu entendre n'ont pas la prétention ni la vocation à écrire ou à réécrire l'histoire, mais à transmettre leur «mémoire vivante» aux générations présentes et postérieures, et c'est aux historiens professionnels, non inféodés à des chapelles d'intérêts éphémères, que revient la tâche de passer au crible de l'analyse critique, sans complaisance, cette mémoire des aînés qui pourrait bien comporter des «oublis», des «ajouts» ou des omissions, involontaires ou non. La dimension affective de la mémoire, si elle peut renforcer un temps le sentiment d'appartenance à la nation, ne permet pas à elle seule, cependant, de lui donner corps, consistance et une unité durable. Seule l'histoire critique, fondée sur la raison et la rationalité peuvent conférer à la nation «une et indivisible» pour reprendre la fameuse devise de la République française, son sens vrai, et à l'Etat, ses lettres de noblesse.

#### - **Cinéastes et artistes au service de la mémoire**

Le culte de la mémoire au détriment de l'histoire critique se ressent dans cette émission. Surtout chez ces «artistes» invités à commenter ou à dire leur sentiment à propos des actions conduites par les quelques pionniers de la révolution présents sur le plateau. Ainsi, Lotfi, Ammar Latyassa et El Hadi Radjab font de la mémoire une clef d'analyse de la révolution qu'ils couvrent, en toute bonne foi, d'éloges. Radjab parle d'entrée de jeu de «Thawrâ al Madjidâ» ( la révolution glorieuse) qui a été, précise-t-il, «le fait d'hommes courageux» et décidés avant d'ironiser sur de Gaulle qui les a qualifiés de «kamcha fellaghas» (une poignée de fellaghas), alors que le Groupe des 22 était là pour prouver au monde que cette poignée de fellaghas représentait bel et bien une révolution. «Quand j'ai chanté Qalbi ya biladi la nanssak, j'avais 13 ans», ajoute El Hadi Radjab qui se fait passer le micro pour chanter Ya biladi et rappelle que le mot Qassaman contient une forte charge affective... et une signification lourde de conséquences. Il n'est interrompu que par l'appel du muezzin annonçant que «le temps de la prière est venu» (hânâ waqt as sâlât). La prière terminée, l'antenne reprend son temps «profane» et El Hadi

son micro pour rechanter la suite de son hymne révolutionnaire. En arrière-plan, sur des images d'archives, on peut voir des moudjahidines en armes, vêtus d'uniformes militaires et qui s'affairent ostensiblement sur un terrain d'entraînement.

Radjab est visiblement ému jusqu'aux larmes à force de chanter Qalbi ya bilâdî la nanssak et paraît heureux aussi de faire partager ses souvenirs émus à l'assistance et aux millions d'auditeurs qu'ils se figurent agglutinés devant l'écran pour l'entendre en direct. Quant à Lotfi, il surenchérit en déclarant dans une langue de sabir inaudible pour les non initiés qu'il faut «transmettre cette mémoire, ce message des aînés aux jeunes... Mais le plus intéressant, pour nous les jeunes, ce sont ces hommes qui ont souffert dans les prisons, qui se sont sacrifiés pour nous et qui nous ont transmis "al amana" mais que nous n'avons pas respectée...» Et, se retournant vers les membres présents du Groupe des 22, Lotfi leur lance, pathétique : «Alors, on vous demande de nous pardonner, de nous excuser pour notre manquement à "al amana"...». Les jeunes âgés entre 12 et 14 ans environ, emmenés sur le plateau, et que l'on voit sagement assis côte à côte, ont-ils enregistré ce message de Lotfi leur suggérant d'observer ce serment de fidélité et de ne pas faillir à l'instar de leurs aînés ? Nul ne peut y répondre, mais une chose est sûre : la mémoire est la chose la mieux partagée dans notre pays où l'histoire se fait apologie ...

#### - **La victoire de Dieu sur les infidèles**

Aux sentiments patriotiques charriés par les souvenirs de la mémoire se mêlent en effet des accents fortement religieux. Cela transparait nettement dans les propos de notre moudjahid Abdelkader Al Ammoudi lorsqu'il déclare qu'«an nasser mîn and Rabbî. Rabbî subhanû nassarnâ. Kunnâ bi-Wassail dhailâ. Hubb al Djazaïr wa at tadhyya...» (la victoire est venue de Dieu. Dieu Le Grand nous a donné la victoire. Nous avons des moyens très limités... L'amour de l'Algérie, le sacrifice...) ont fait le reste. Malika Ben Chenouf, une autre combattante de la guerre, pense pareillement. Allah et les anciens ont été pour beaucoup dans notre affranchissement de l'esclavage colonial. Pour elle, il est clair comme de l'eau de la roche que le 1er Novembre 54 a été le fruit de nos ancêtres, de nos pères «qui nous ont appris l'amour de la patrie, occasion qui est restée ancrée dans la mémoire des générations». Fille d'un immigré



prisonnier en France en 1945 pour son engagement nationaliste, elle se rappelle quand elle avait 12 ans lorsqu'elle allait, en compagnie de sa mère, rendre visite à son père qu'elle trouvait dans un état lamentable : tête rasée, visage amaigri, regard hagard... : «Je disais à ma mère : "Pourquoi font-ils cela à mon père ?"» Question à laquelle la jeune Malika Benchenouf ne trouvera de réponse que bien plus tard, quand elle sera elle-même partie prenante de la révolution... Tous ces témoignages sont instructifs et méritent d'être cochés par écrit, analysés à la loupe et confrontés à d'autres témoignages, oraux et archivistiques. C'est la tâche, ai-je dit, de l'historien de métier dont «le territoire», comme dit Le Roy Ladurie, dépasse de loin celui de l'évènementiel, pour englober l'histoire de longue durée (Ibn Khaldun, Ferdinand Braudel...) et implique de ce fait le recul nécessaire pour l'analyse froide et dépassionnée des faits historiques.

- **La présence insolite d'un sociologue métamorphosé en « historien »**

J'ai passé presque en revue tous les intervenants de cette émission télévisée consacrée au déclenchement de la guerre de libération, et dont aucun parmi eux ne prétend être spécialiste ni de l'histoire courte ni de l'histoire longue. A l'exception d'un seul cependant que je n'ai pas encore évoqué et qui s'est fait inviter au titre d'historien : c'est Madjid Merdaci. Qui est était-ce au juste ? Il est en fait, pour autant que je le sache, sociologue et non historien. C'est le côté surprenant dont j'ai parlé au début et qui laisse pantois. Comment peut-on oser se décréter « historien », et de surcroît, spécialiste de la guerre de libération nationale, et se faire inviter à la télévision à ce titre, lorsqu'on enseigne depuis des années la sociologie à l'université de Constantine, et que l'on passe le plus clair de son temps, à s'intéresser davantage au Maalouf et à la musique andalouse qu'à à faire de la sociologie du « terrain » pour parler comme Pierre Bourdieu ?

- **Les épigones algériens Benjamin Stora**

Est-ce l'influence qu'a exercé sur lui son ami Benjamin Stora, qui s'est autoproclamé depuis belle lurette historien spécialiste tout à la fois de l'Algérie, du Vietnam, du Cambodge et du Maghreb tout entier qui a détint sur lui ? Né à Constantine avec laquelle il entretient depuis de longues décennies des liens intimes via Madjid Merdaci, l'historienne Fatima Zohra Guechi, le sociologue Mohammed

Gherras<sup>77</sup> et bien d'autres, Stora dont le grand père aurait été un Rabbin natif de Khanchla<sup>78</sup> (?) exerce un grand ascendant sur ces enseignants algériens en raison, entre autres, de ses nombreux écrits consacrés à l'Algérie mais dont la teneur ou le caractère scientifique demeure sinon discutable, du moins fort sujet à caution.

Quoi qu'il en soit, la conversion tardive de Merdaci<sup>79</sup>, sa bifurcation de la sociologie vers l'histoire, ne saurait s'expliquer autrement que par l'effet d'imitation et d'entraînement favorisés par son frottement<sup>80</sup>

---

<sup>77</sup> Dans la version initiale de cet article, publié dans *El Watan* en date du 4 /12/2011, nous avons écrit par erreur « l'économiste Gherras » à la place du sociologue, erreur qui s'est reproduite dans la première version du présent ouvrage et que nous rectifions donc pour cette édition. Notons aussi que Mohamed Gherras, qui se dit sociologue, a soutenu une thèse d'histoire sous la direction justement de Benjamin Stora intitulée : « *Capitalisme agraire, agriculture privée et paysannerie parcellaire. Essai d'analyse des formes de décomposition de la paysannerie parcellaire. Etude de cas : la région de Mouladheim et de Terraguelt.* » Université de Paris VIII, novembre 1997.

<sup>78</sup> L'imputation d'après laquelle Stora aurait eu pour grand-père un "Rabbin natif de Khenchla n'est pas de notre fait et nous avons bien souligné la source de notre information puisée dans un article intitulé "Guerres d'Algérie. L'ancienne et la nouvelle », signé par Robert Bonnaud et publié dans *La Quinzaine littéraire*, du 1<sup>er</sup> au 15 avril 1995, p.25-26. Bonnaud écrit à ce propos : « Dans un livre qu'il a publié en collaboration avec Jacqueline Zakya Daoud, il est question à plusieurs reprises (...) d'un certain Elie Stora (père? oncle?), notable israélite et SFIO, maire-adjoint de Khenchela, ami de longue date de Ferhat Abbas. Une photographie (Elie Stora, Ferhat Abbas, leurs épouses) figure même dans l'ouvrage, tirée d' "archives privées ». Mais lors du Forum de Marseille organisé par la Revue Marianne-El Khabar-France Inter, en mars 2012, Benjamin Stora s'était empressé de me préciser avec un sourire narquois accompagné d'une remarque « sans rancœur » (que son grand-père n'était pas Rabbin mais « un franc-maçon ». (voir également : Benjamin Stora et Zakya Daoud, *Ferhat Abbas. Une utopie algérienne*, Paris, Denoël, 1995).

<sup>79</sup> Au lendemain de la parution de cet article, Madjid Merdaci avait cru utile de faire une mise au point, publiée sous le titre de "Droit de réponse du professeur Abdelmadjid Merdaci" (*El Watan* du 21 décembre 2011) et dans laquelle, tout en me vilipendant, il prend la défense des personnes que j'ai citées, et notamment de Stora dont il s'est fait l'avocat. Il me reproche, entre autres, d'avoir remis « en question la validité scientifique des travaux de Benjamin Stora » et d'avoir écrit qu'il était « d'un grand-père rabbin de Khenchela ». Suite à cette mise au point virulente, j'ai jugé de mon côté nécessaire d'user de mon droit de réponse en envoyant celle-ci au responsable de la page Idées-Débats du quotidien *El Watan* qui n'a pas seulement daigné de la publier, mais il est allé même jusqu'à me reprocher de manière implicite d'être anti-sémite en qualifiant Stora de « juif » et d'encourager l'antisémitisme qui serait largement répandu en Algérie ! Dans sa réponse à mon message électronique, Ali Bahmane, responsable de la rubrique Idées-Débats, m'écrit ceci : « *La règle d'usage est de ne pas car cela entraînerait des mises au point à la mise au point de la mise au faire de mise au point à une mise au point point ... ce qui serait ingérable . Tu as critiqué Merdaci, il t'a répondu, cela s'arrête là .* » (Ali Bahmane, lundi 26 décembre 2011, à 12h02). Et ma réponse navrée fut celle-ci : « Bien accusé réception de ton message, message qui me laisse perplexe. Néanmoins, j'en prends acte. Cordialement. » (Mardi 27 décembre 2011 17h21).

<sup>80</sup> Ce frottement est attesté par une foule d'indices qui soulignent non seulement le long compagnonnage des deux hommes, mais qui indiquent aussi l'influence exercée par l'un sur

avec Stora qui, en homme imaginatif, sait tirer parti de ses relations algériennes pour le pouvoir en information et en matériel documentaire indispensables à sa production « scientifique » sur l'Algérie en particulier et sur le Maghreb en général. Comme certaines de ses relations algériennes ne savent pas ou ne veulent pas tirer profit de leurs propres expériences et documents pour produire des œuvres portant leur sceau, elles les cèdent à Stora<sup>81</sup> qui sait bien les exploiter à bon escient, grâce à son écriture boulimique que favorise son rodage dans le style journalistique, mais qui reste cependant d'une facture discutable. C'est ce style « jetable » qui lui a permis d'éclipser ses maîtres : René Gallissot, Charles-Robert Ageron, Mohammed Harbi, Gilbert Meynier, Mahfoud Khaddache et quantité d'autres historiens de haute volée.

Enfin, dans ce débat télévisé, Merdaci n'a pas montré ses talents d'historien qu'il prétend être. D'abord on ne lui a pas donné tellement beaucoup de temps pour s'exprimer ; ensuite, lorsque la parole lui a été donnée, il s'est exprimé comme une vraie dilettante. Il s'est lancé dans un discours abstrait et abscons où les grands mots cachent la pauvreté de l'analyse. Lisons-le : « *La fonction, la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre constitue la référence principale et qui s'adresse à tout le peuple, à tous les Algériens et à tous les militants. L'objectif*

---

l'autre. En effet, dans l'un de ses ouvrages illustrés d'images et de paysages, et intitulé *Algérie, formation d'une nation*<sup>80</sup>, Stora s'exhibe en photo, en dessous sous-titrée : « Avec mon ami A. Merdaci, professeur de sociologie, sur le campus de Constantine » (p.84).

<sup>81</sup> B. Stora, rappelons-le, ne cache pas ses origines juives, il en est même fier, puisqu'il n'hésite pas à se qualifier lui-même comme tel. On lit souvent sous sa plume qu'il n'est pas seulement juif, mais encore juif français natif d'Algérie, ce qui veut dire en clair qu'il n'est pas juif algérien, mais juif français d'Algérie en vertu du fameux Décret Crémieux. C'est pourquoi lorsque les journaux français spécifient, à l'occasion, sa religion, il ne s'offusque jamais et ne prend pas une telle qualification pour une insulte. « *Né dans la vieille médina de Constantine, il est issu d'une famille juive qui a dû quitter l'Algérie après l'indépendance.* » (*Le Monde* 24 avril 2001, p.16.) Sa mère elle-même, Marthe Stora, rappelle à qui l'aurait oublié ses origines juives lorsqu'elle écrit : « *Je suis née à Constantine, se rappelle-t-elle, en 1918. J'ai eu une enfance heureuse. Mon père tenait une bijouterie dans le quartier musulman. Nous habitons le quartier israélite, une belle maison. Dans la famille, on avait des terres à blé, du côté de ma mère. Mais parents étaient de bons juifs. En Algérie, les juifs observaient.* » Autrement dit, ils pratiquaient le judaïsme. ( Lire son témoignage dans *Esprit* juillet 1993. N°7, p. 27-33). Substantif ou adjectif, le nom juif devient de moins en moins « honteux » et de moins en moins « péjoratif » aussi bien pour les juifs laïcs, assimilés, que pour les sionistes. Chez beaucoup il n'a pas de connotation négative, mais positive ; il ne traduit pas la honte, mais la fierté d'être juif. Le propos que voici tenu en 1991 par Dominique Strauss-Kahn en témoigne : « *Je considère, dit-il, que tout juif de la diaspora, et donc de France, doit, partout où il peut, apporter son aide à Israël. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est important que les juifs prennent des responsabilités politiques. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, à travers l'ensemble de mes actions, j'essaie d'apporter ma modeste pierre à la construction d'Israël.* » Propos extrait d'un article diffusé dans la rubrique "Réseau" du PIP N° 26. Voir aussi *La Vie*, jeudi 11 avril 2012.

*stratégique du mouvement insurrectionnel était politique, et ceux qui étaient derrière l'explosion étaient des politiques.* » Ce qui relève de la tautologie ! Par comparaison, le cinéaste Djelloul Haya, qui a réalisé le documentaire sur Mechaty Mohamed, a fait une analyse bien plus claire, moins redondante que celle de notre historien improvisé : Il rappelle tout bonnement qu'avant le déclenchement du 1<sup>er</sup> Novembre il y avait un pluralisme de *jure* et de *facto* au sein du mouvement national (PPA, Oulémas, MTLD, PCA, UDEMA...) et que l'émergence de l'OS, puis du FLN sur la scène politique marquait une rupture radicale avec les tergiversations des leaders historiques, leur attentisme et leur illusion de pouvoir composer encore avec le système colonial... En quelques mots, il a résumé presque toute la thèse de Mohammed Harbi contenu dans son ouvrage, *Le Populisme révolutionnaire en Algérie...*

Que conclure donc de ce débat ? Que les pionniers de la Révolution ont remporté la victoire, bien qu'ils fussent minoritaires et démunis de tout, sur le colonialisme grâce à leur détermination et bravoure, mais surtout grâce à l'aide de Dieu. Mais ils ne se sont pas demandés à aucun moment si la geste héroïque du Premier Novembre a tenu ou non ses promesses de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice sociale. Ces questions ont été éludées au profit de la mémoire, de la glorification des héros, morts et vivants...<sup>82</sup>

#### **- L'obsession de la mémoire de part et d'autre de la Méditerranée**

Comme je l'ai déjà écrit à maintes reprises, la mémoire est un enjeu plus symbolique et politique que scientifique. Aussi bien en France qu'en Algérie, les commémorations sont la réaffirmation de la spécificité et de l'identité nationale, en opposition à celle de l'Autre. En même temps qu'elles traduisent la «fidélité» aux origines communes, les commémorations des dates fondatrices de la nation visent, consciemment ou non, à renforcer chez tous le sentiment de ce qu'il y a de spécifique et de «supérieur» chez celle-ci par rapport à d'autres nations ou groupes humains considérés comme «inférieurs» ou ayant un passé moins «glorieux». Cette représentation de soi, qui conduit à l'auto-survalorisation est le reflet d'un certain nationalisme imbu de supériorité ethnique ou raciale. La France qui revendique

---

<sup>82</sup> Article publié sous le titre de « Comment la mémoire est instrumentalisée » in El Watan dans la rubrique Idées-débats le 04.12.2011.

plusieurs «exceptions», dont l'universalisme de la pensée, n'échappe pourtant pas à l'empire d'un certain nationalisme hautain et exclusif. L'Algérie indépendante, et comme en réaction inévitable à la colonisation, négatrice de l'identité de la nation, développe à son tour un nationalisme révolutionnaire, mais si fier et si ombrageux qu'il se teinte d'une couleur quelque peu «chauvine», à la manière des ses ex-colonisateurs.

Ainsi, les dates commémoratives (8 Mai 1945, 1er Novembre 1954, 20 Août 1955, 17 Octobre 1961, puis du 19 Mars et du 5 Juillet 1962) témoignent toutes de moments privilégiés de la renaissance du nationalisme algérien dont le triomphe aboutit à l'indépendance, après une lutte longue et douloureuse. A des degrés divers, ces dates marquent «l'événement fondateur et la source de légitimité de la nation, de l'Etat, du régime et des dirigeants»<sup>83</sup> politiques qui se sont succédé depuis l'indépendance. Si du côté français la guerre d'Algérie «est une guerre sans nom, sans signification ni commémoration»<sup>84</sup>, telle n'est pas la perception des Algériens qui l'ont vécue et ressentie au plus profond d'eux-mêmes. Pour eux, tout comme pour de nombreux historiens sérieux de part et d'autre des deux rives, cette guerre en était bien une, mais qui était restée longtemps masquée sous le vocable des «événements d'Algérie» ou sous celui d' «opérations de maintien de l'ordre»<sup>85</sup> Les moudjahidine n'étaient à ses yeux rien de moins que de vulgaires fellaghas, qui perturbaient par leurs actions «terroristes» l'ordre «civilisateur» instauré par la France en Algérie.

#### - Une nation ne s'affirme que par rapport à l'altérité

Une nation ne s'affirme que par concurrence et opposition à une autre C'est en ce sens Qu'Ernest Renan pouvait dire lors de sa fameuse conférence prononcée le 11 mars 1882, à la Sorbonne qu' « Une nation ne prend d'ordinaire la complète conscience d'elle-même que sous la pression de l'étranger. La France existait avant Jeanne d'Arc et Charles VII ; cependant, c'est sous le poids de la domination anglaise que le mot de *France* prend un accent particulier. Un *moi*, pour prendre le langage de la philosophie, se crée toujours en opposition

---

<sup>83</sup> Guy Pervillé *Mémoire et histoire de la guerre d'Algérie, de part et d'autre de la Méditerranée* in *Confluences*, Automne 1996, p.166.

<sup>84</sup> Guy Pervillé, *ibid.*, p.162.

<sup>85</sup> Guy Pervillé, *ibid.*, p. 163.

avec un autre moi. La France fit de la sorte l'Allemagne comme nation »<sup>86</sup>. En rompant en visière avec la France colonisatrice, l'Algérie s'est réaffirmée comme étant une nation différente de cette dernière par l'histoire, la géographie, la culture, la religion et les traditions propres. Or, les fêtes commémoratives qu'elle organise depuis l'indépendance se veulent à la fois une revanche contre les dénégations coloniales, un acte de vigilance constant contre le retour du démon colonial et un facteur essentiel de la cohésion des membres de la nation. De telles commémorations sont donc compréhensives et légitimes et se comprennent comme une volonté de resserrer les liens communautaires et identitaires que la colonisation avait essayé, vainement, de distendre.

La France, dont l'unité politique s'était réalisée en opposition à l'Europe féodale, puis à la faveur de sa rivalité avec l'Allemagne dont elle combattait les velléités hégémoniques sur le continent, n'a pas cessé depuis la Révolution de 1789 de multiplier les commémorations saisies comme des moments fondateurs de la République, et au-delà, l'émergence de la France sur la scène européenne comme étant «la fille aînée de l'Eglise». Même laïque dans ses lois et dans ses proclamations politiques, la France n'en est pas moins marquée par de profondes réminiscences «catholiques», comme le prouvent les commémorations du baptême de Clovis, dont le coup de maître a été de se convertir avec son peuple, non à l'arianisme, comme les autres rois barbares, mais au catholicisme<sup>87</sup>. Quelle que soit leur sensibilité politique, les Français considèrent cet acte symbolique comme l'un des premiers événements fondateurs de la France pré-moderne et ils en sont très fiers.

### - **La mémoire et l'oubli**

La résurrection du passé, comme on le voit, sert à renforcer l'identité spécifique d'une nation, à marquer son «territoire». Or, la mémoire semble être une obsession de toutes les nations, y compris de celles qui se prévalent d'un passé immémorial. Elle est le remède qui permet de conjurer les démons de la peur et de la désunion. Elle est souvenir

---

<sup>86</sup> Cité par Joël Roman dans *Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une nation ?* Paris, Pocket, coll. Agora, 1992, p.85.

<sup>87</sup> Jacques Le GOFF, *La civilisation de l'Occident Médiéval*, Paris, Flammarion (collection Champs), Paris, 1982, p. 24.

et retrouvailles avec soi, mais elle fonctionne aussi sur le mode de l'omission volontaire et de l'oubli<sup>88</sup> de tout ce qui est désagréable. Ainsi, la France se fait-elle délibérément amnésique à propos de la guerre d'Algérie, amnésie traduite par une série de lois d'amnistie et par l'absence de commémoration publique<sup>89</sup>, tandis que l'Algérie opère de son côté une sélection drastique dans ses récits et mémoire de guerre. N'y sont mis en relief que les aspects positifs, favorables au FLN, (unité et cohésion supposées absolues en temps de guerre) mais jamais les luttes des contraires en son sein. Y sont complètement escamotées les purges opérées dans ses rangs (cas du colonel Amirouche), la liquidation de certains chefs historiques (Abane Ramdane...) ou le massacre de Melouza de 1957 ordonné par Mohammedi Saïd et ses lieutenants, Abdelkader Sahnoun et le capitaine Arab, sans parler du carnage perpétré par le colonel Chaâbani au lendemain de l'indépendance à l'encontre des Messalistes, auxquels il avait promis pourtant la vie sauve s'ils acceptaient de se rendre avec armes et bagages.

Le plus grave, ce n'est pas que cette mémoire sélective soit l'œuvre des politiques, mais que certains historiens universitaires participent aussi à l'occultation de certains faits historiques, comme ceux dramatiques qu'on vient de citer. Nés à l'ombre et dans le sillage des structures «idoines», ces historiens se revendiquent d'un nationalisme pur et intransigeant, à l'aune duquel intervient la mémoire selon une vision d'autant plus étroite qu'elle s'avère anti-scientifique. Ce qui mobilise le plus les énergies de ces derniers n'est pas l'histoire critique et dépassionnée, mais l'histoire de la mémoire envisagée sous l'unique rapport de la victime et du bourreau. Certes, la colonisation n'a pas été, comme le prétendent ses défenseurs, défrichement des terres et diffusion de la prétendue «civilisation» parmi les «indigènes», mais elle a été surtout une entreprise d'oppression, d'exploitation et de massacre de tous ceux qui ont osé se révolter contre elle. Là-dessus, nul ne conteste ces faits, sauf les nostalgiques de «l'Algérie française». Parler des massacres commis par la France coloniale n'est donc pas une révélation, mais une répétition fastidieuse de ce qui a été dit depuis bien longtemps par la voix de beaucoup d'historiens français eux-mêmes.

---

<sup>88</sup> Cité par Joël Roman dans *Ernest Renan...*, *op.cit.*, p.41.

<sup>89</sup> Guy Pervillé, *ibid.*, p. 163.

Obsédés par la mémoire, et animés d'un fort ressentiment rétrospectif envers la France coloniale, ces historiens «organiques» se laissent guider par une approche complètement irrationnelle qui ne laisse point de place au raisonnement critique, au recul par rapport à l'histoire qu'ils prétendent reconstituer de manière «scientifique». N'est «scientifique» à leurs yeux que ce qui a été dit, rapporté ou écrit par les acteurs «nationalistes» de la Révolution. Tout ce qui a été écrit à son propos par d'autres, notamment par des étrangers ou par des Algériens au patriotisme réputé «suspect», n'est que falsification, mensonge et opinion arbitraire.

#### - **Le triomphe de l'école d'Abou al-Qassim Saâdallah**

Tous ces historiens universitaires qu'on vient de citer et dont la liste est loin d'être exhaustive s'inscrivent dans la filiation de l'école d'Abu al-Qacim Saâdallah, auteur d'une monumentale œuvre faite de compilation des divers auteurs, notamment européens, et intitulée *Arââ wa abhâth fi târikh al-djazaïr* (Opinions et recherches sur l'histoire de l'Algérie). Elle est la reprise de ses articles, interviews, conférences et brochures qu'il a produites et auxquels s'ajoutent ses impressions de voyages, et de séjours à l'étranger. Il s'agit d'un ensemble confus aussi bien dans la forme que dans le contenu, et dont le dernier aboutissement en date est la publication en 21 tomes comprenant des milliers de pages, édités à Beyrouth, sur le compte du ministère des Moudjahidine, à l'occasion du cinquantième anniversaire du déclenchement de la guerre de libération. Préfacée par le président Bouteflika qui ne tarit pas d'éloges à l'endroit de ce qu'il qualifie de plus grand «historien» qu'ait produit l'Algérie indépendante, cette œuvre se révèle pourtant à la lecture comme une ridicule concoction des opinions primaires de cet auteur sur l'histoire de l'Algérie en général, et sur l'Algérie coloniale et post-indépendance en particulier. Mais les disciples de Saâdallah considèrent les idées qui y sont exposées comme la fine fleur de ce que l'on considère comme de l'érudition dans certains cercles «arabophones», nourris au lait du nationalisme le plus conservateur et le moins perméable à l'esprit critique.

Dire avec Gilbert Meynier qu'«il y a, en France et en Algérie, de nouvelles générations d'historiens qui font preuve d'une grande



indépendance d'esprit»<sup>90</sup>, relève d'une demi-vérité. Car, si en France cette indépendance d'esprit existe bel et bien, surtout chez la nouvelle génération d'historiens et de sociologues, en Algérie cette indépendance reste à conquérir.

Certes, il existe chez nous de bons historiens et de bons sociologues, mais ils sont si minoritaires et si marginalisés qu'ils paraissent immergés dans un flot d'historiens médiocres et hétéronomes. Ceux qui occupent pour l'instant le terrain, ce ne sont pas les historiens de métier, mais les fanatiques de la mémoire et des « constantes nationales » (*at-thawâbite al wataniya*) pour qui justement celle-ci n'est pas « un document comme un autre » que l'on doit soumettre au crible de « la critique, intérieure et extérieure », mais une archive que l'on manipule à des fins d'instrumentalisation partisane.

Comment peut-on mettre une sourdine à la guerre de mémoires des deux rives comme le souhaite ardemment Meynier, lorsque de ce côté-ci de la Méditerranée l'histoire demeure prisonnière de la mémoire filtrée ? On pourrait bien partager l'optimisme de notre historien, selon lequel cette guerre des mémoires n'est pas une fatalité et pourrait bien être surmontée par la mise en forme d'un « récit unique, serein, courageux, de la guerre d'Algérie »<sup>91</sup> n'était la dépendance des historiens universitaires envers les dogmes officiels. Je conclus avec Guy Pervillé en disant qu'« aujourd'hui, le principal obstacle à l'essor de l'histoire de la guerre d'Algérie n'est pas le manque de sources, mais tout au contraire le manque de chercheurs »<sup>7</sup> Autrement dit, de chercheurs critiques et indépendants d'esprit.

#### - **Mémoire des révoltes populaires et des migrations forcées**

Mais quel est l'intérêt ou l'enjeu des commémorations de la mémoire ? Lutter contre l'oubli ou l'amnésie de ce qu'il fut advenu, comme heur ou malheur, réactiver et entretenir les souvenirs et le legs communs d'un peuple ou d'une communauté de destin, telle semble être la visée de la mémoire que les commémorations instituées entendent perpétuer et transmettre à la postérité. L'insurrection de l'émir Abdelkader en 1830 contre les Français, celles du cheikh El

---

<sup>90</sup> Cité par El Watan du 20 novembre 2011.

<sup>91</sup> Cf. *Pour une histoire franco-algérienne. En finir avec les pressions officielles et les lobbies de la mémoire* (dir. Gilbert Myenier Frédéric Abécassis), Alger, Inass, 2011.

Haddad et el Moqrani en 1870 et 1871, les soulèvements populaire de mai 1945, noyés dans le sang, le déclenchement de la guerre d'indépendance en Novembre 1954, la répression sanglante contre les immigrés algériens ordonnée par Maurice Papon, préfet de police de Paris, le 17 octobre 1960, sont autant de repères chronologiques qui rappellent à tous ceux qui l'auraient oublié les souvenirs communs d'une résistance conduite contre l'occupation et l'oppression étrangères. Ces souvenirs et rappels n'ont d'autres buts que de mettre l'accent sur l'histoire et l'identité, culturelle et religieuse, d'un peuple et dont la spécificité s'inscrit en opposition avec l'altérité.

- **L'insurrection du cheikh el Haddad, prélude à l'exil forcé**

En levant l'étendard de la révolte le 8 avril 1871 contre les colons qui voulaient limiter le poids et le prestige de son autorité sur le fief sur lequel il régnait, lui et ses enfants, Cheikh el Haddad ou Ahedda, selon la prononciation berbère, il entendait en même temps manifester la différence radicale qu'il y avait entre le *moi* et l'Autre, le dissemblable, et dont la présence était d'autant plus envahissante qu'elle empiétait sur les prérogatives traditionnelles et l'identité de la communauté qu'il représentait ou prétendait représenter en sa qualité de notable et de guide spirituel. Appartenant à la grande confrérie la *Rahmaniya*, comme l'était El Moqrani, Cheikh el Haddad se sentait investi d'une mission à la fois temporelle et spirituelle qu'il mettait au service de ses adeptes et des siens, tandis que les colons français qui voyaient d'un mauvais œil l'influence dont il disposait sur ses ouailles, s'étaient efforcés de la contenir par des offres diverses et de marchandages qui n'avaient pas abouti, faute d'accord. Insatisfait des « garanties » offertes par les colons et inquiet de leurs ingérences et empiètements sur les « périmètres sacrés » de ses zones d'influences traditionnelles, le Cheikh el Haddad dut battre le rappel de ses partisans en les exhortant à la révolte contre « l'infidèle ». Ce faisant, il allait sans le savoir provoquer la déportation, les bagnes et l'exil de ses partisans vers les contrées les plus éloignées de la terre natale. La Nouvelle-Calédonie sur laquelle Melica Ouennoughi a consacré plusieurs années de recherches ayant abouti à plusieurs articles et

communications scientifiques dont deux ouvrages<sup>92</sup>, a été l'une des premières destinations des insurgés du Cheikh El Haddad et d'El Moqrani.

Cheikh el Haddad qui, dit-on, savait d'avance que son « entreprise était vouée à l'échec », avait-il du se consoler en déclarant « *Ray d'amechemoun, bessah athekthem* » (ce n'est pas bien raisonnable, mais nous ferons cette révolution). Il aurait déclaré à ses partisans qu'il faut que le « sang coule pour que le fossé entre Algériens et le colon français soit, désormais, infranchissable<sup>93</sup> ».

Dans l'historiographie officielle, Cheikh el Haddad apparaît comme une des figures emblématiques de la résistance à la colonisation et se place sur le même plan que cheikh el Moqrani qui, tous deux, sont considérés comme les précurseurs du nationalisme algérien, les continuateurs et les héritiers putatifs de l'émir Abdelkader dont la culture était imprégnée du soufisme, culture qu'il aurait transmise à ses descendants. D'après l'éditeur de Bruno Etienne, auteur d'un livre biographique consacré à l'émir Abdelkader<sup>94</sup> (1808-1883), ce dernier n'était pas seulement un « Héros de la résistance à la colonisation française », mais fut aussi « le bâtisseur d'un Etat moderne » algérien qu'avait malheureusement étouffé dans l'œuf le général Bugeaud avant d'avoir emmené en captivité l'émir en France qu'il avait fait placer en résidence surveillée dans l'un des châteaux de la Loire. Et « C'est Napoléon III qui tiendra finalement la promesse de la France de le laisser repartir en Syrie, où il pourra se consacrer à la mystique, pour être enterré près de son maître Ibn Arabi. » Et l'éditeur d'Etienne d'ajouter que ce « Ce petit marabout lettré du fin fond de l'Algérie a été le protégé et l'ami de Napoléon III et de Ferdinand de Lesseps, un grand cavalier et un grand amoureux, tout en étant le plus grand mystique de l'Islam moderne. Cette biographie originale, exceptionnellement riche et vivante, est le résultat de dix années de recherches et nous restitue l'itinéraire spirituel de la plus grande figure mythique de l'Algérie. »

---

<sup>92</sup> Cf. *Les déportés maghrébins en Nouvelle-Calédonie et la culture du palmier dattier (1864 à nos jours)* ; préface de Pierre-Philippe Rey, Paris, L'Harmattan, 2006, 374 p. Coll. Histoires et perspectives méditerranéennes ; et *Algériens et Maghrébins en Nouvelle-Calédonie, de 1864 à nos jours*, Alger, éditions Casbah, 2008.

<sup>93</sup> D'après *El Watan* du 4 juillet 2009.

<sup>94</sup> Bruno Etienne, *Abdelkader*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 2012.

Contrairement à l'émir Abdelkader qui a de tout temps bénéficié des sollicitudes de l'Etat algérien indépendant, et qui n'a jamais lésiné sur les moyens pour le magnifier et le célébrer comme héros et fondateur du premier Etat algérien, Cheikh el Haddad n'a eu cette reconnaissance que très tardivement, et en particulier à la faveur de l'arrivée du président Bouteflika à la tête de l'Etat en 1999. En réhabilitant les confréries religieuses naguère enveloppées dans l'opprobre, et accusées toutes ou presque d'avoir collaboré avec le colonialisme, et en les autorisant à avoir pignon sur rue, et en assistant personnellement à leurs cérémonies religieuses et leurs cultes magiques, le président Bouteflika a fini par réhabiliter les zaouïas, et donc le culte du soufisme, comme s'il voulait par ces mesures rompre avec le culte unique ( l'orthodoxie sunnite) imposé comme seul dogme du temps du parti unique. En même temps, ces zaouïas réactivées et encouragées à agir publiquement et sans complexe, étaient censées constituer un véritable antidote à l'intégrisme religieux, et à ses prétentions de détenir seul « la vérité religieuse », et le monopole exclusif de la réinterprétation de la charia.

C'est dans ce contexte que s'explique la récente réhabilitation officielle du Cheikh el Haddad qui fut l'une des figures marquantes de la Rahmaniya dont le foyer d'origine, situé en Grande Kabylie, devait étendre par la suite son influence et son rayonnement jusqu'au Ziban en passant par Boussaâda. Ainsi la fameuse zaouïa d'el Hamel, elle-même fondée par la Mokhtariya d'Ouled Djellal (sud de Biskra) sont-elles toutes les deux des créatures de la Rahmaniya de la Kabylie.

Mais les Haddad et les Moqran ne furent pas les seuls insurgés contre l'ordre colonial, oppressif et injuste. D'autres tribus « indigènes » de « la société musulmane » algérienne levèrent également l'étendard de la révolte et crièrent haut et fort leur volonté d'en découdre avec ce système colonial prétendument civilisateur des peuples « barbares ». Parmi, ces tribus imperméables aux sirènes de « la civilisation française » chantée par les pionniers de la colonisation, il faut citer les Bou-Azyd de Doucen (sud ouest de Biskra) dont la résistance à la domination coloniale fut héroïque. Les travaux consacrés par la chercheuse d'origine algérienne, Melica Ouennoughi, née à Paris, aux déportés de la Nouvelle Calédonie, en témoignent. Dans les cartons d'archives de Brest qu'elle a consultés, la chercheuse en question nous donne à voir et à lire que le « septembre 1877, le Navarin embarque 6

Communards et les Cheikhs des fractions des Bou-Azyd de Biskra » et que ces déportés politiques appareilleront le 11 octobre 1877 en Nouvelle-Calédonie, territoire politique (Presqu'île Ducos) enceinte fortifiée aux côtés de Louise Michel. » Rappelons que Louise Michel, cette combattante indomptable de la Commune de Paris, a été embarquée après la défaite de cette dernière, pour la Nouvelle Calédonie le 28 août 1873, où elle trouvera les insurgés algériens et communards mêlés dans les bagnes de Nouméa<sup>95</sup>.

#### - **La réhabilitation du cheikh el Haddad**

Ce travail de mémoire et de réhabilitation de ce qui était confiné naguère dans l'oubli ou le stigmate résulte de l'avènement du multipartisme en 1989, de l'apparition de la presse privée et de la fin du monopole idéologique du FLN. D'autres facteurs, notamment l'émergence de jeunes chercheurs nationaux, tant l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, et dont l'esprit critique les a conduits à mettre en cause l'historiographie officielle en exhumant des faits ou des figures nationales que cette dernière en a donné une version tronquée... C'est sous la pression de ces facteurs conjugués que la vision officielle a perdu le monopole qu'elle s'était donné pour « ré- écrire l'histoire », de stigmatiser et de réhabiliter qui elle veut. En l'occurrence, la réhabilitation du cheik el Haddad peut être interprétée comme une concession officielle faite à la mémoire populaire qui associe l'image du cheikh à la figure du « héros ». Plus affective que raisonnée, la mémoire populaire se passe volontiers de la démarche critique et se contente de se satisfaire de ses affects. D'où les émotions incontrôlées qu'elle peut manifester la vue d'une image qui lui évoque des souvenirs enfouis au tréfonds de son subconscient. Ainsi, le 3 juillet 2009, les reliques du cheikh el Haddad et ses fils, Aziz et Mhand, sont transférés du cimetière du Coudiat, de Constantine, vers le village natal des défunts, sis Seddouk Oufella, petit village de montagne situé au sud de Bejaia où ils furent ré-inhumés sous le regard d'une foule nombreuse dans le mausolée construit à cet effet. Le transfert des trois cercueils, drapés dans le drapeau national, puis la construction du « mausolée Aheddad », ont été « ordonné par la présidence de la République et en accord avec les hautes autorités religieuses » écrit *El Watan* qui ajoute que : « Le cortège funèbre a été accueilli à l'entrée

---

<sup>95</sup> Lire Gérard Dittamar, *Louise Michel 1830-1905*, Paris, éditions Dittamar, 2004.

du village par des milliers de personnes, en présence des autorités locales avec , à leur tête, le wali de Béjaïa (...) Près d'un siècle et demi après sa mort, cheikh Aheddad a donc eu droit à des funérailles nationales et à la ferveur populaire digne d'une figure nationale de résistance qu'il incarne encore aujourd'hui. » Et le journaliste de conclure qu'un musée sera très prochainement édifié « à la personnalité du cheikh Aheddad ainsi qu'à cette révolution de 1871 qui a pavé le chemin de la révolution nationale. <sup>96</sup>»

#### - **Les raisons de migrations et des exils forcés**

Les insurgés de « la révolution nationale » déclenchée en 1871 par le cheik Aheddad, furent bannis de leur terre natale et envoyés, comme les communards parisiens de 1870, en Nouvelle Calédonie. Le bannissement des insurgés de la révolte du cheikh el Haddad est la punition suprême que l'ordre colonial, oppresseur et négateur de l'identité nationale, avait appliqué de manière à dissuader ceux qui seraient tenté par une révolte semblable. Pour le système colonial imposé par le fer et le sang, l'identité algérienne était une fiction ; elle se réduisait, dans l'imaginaire colonial, à une addition d'éléments hétérogènes, à une sorte de mélange de « peuplades primitives », sauvages et rebelles à la raison civilisée, et d'où la difficulté qu'avaient rencontré les envahisseurs successifs à les dompter. Aussi, pour justifier le maintien et la perpétuation de leur domination sur l'Algérie, les Français avaient-ils invoqué le fait que le pays avait été de tous temps objet de domination et d'occupation, antérieures à leur arrivée en Algérie (Vandales, Romains, Arabes, Turcs, etc.), et que contrairement à tous ces conquérants peu ou prou « civilisés », et qui y avaient apporté plus de ravage et de malheurs, la France était intervenue pour y instaurer un ordre « civilisé » au seul profit des indigènes englués dans les ornières de l'ignorance la plus crasse. Les Français y étaient venus non pas pour provoquer destruction et désolation, mais pour labourer la terre mal cultivée et faire goûter aux « indigènes » les bienfaits de la « civilisation française ».

---

<sup>96</sup> Voir *El Watan* du 4 juillet 2009 : « Des milliers de personnes rendent hommage à Cheik Aheddad ».

## - De la dépossession à l'émigration.

Dans les recueils du Sénatus - Consulte de 1863, l'Algérie apparaît comme le réceptacle de tribus « sauvages » en lutte les unes contre les autres, et le seul lien qui pouvait les unir ou rapprocher un moment les unes des autres, était l'islam... En dehors de ce lien sacré, rien ne pouvait réconcilier ces tribus qui s'adonnaient sans cesse aux razzias et aux guerres fratricides. Rien ne pouvait les rassembler autour d'un projet cohérent et unificateur qui pût en faire une nation avec une identité nettement dessinée, homogène et stable, à l'image de la France « civilisatrice ». Or, comme ces tribus étaient immergées dans l'« obscurantisme » qui en faisait des « fanatiques », la France prétendait qu'il était de son devoir impérieux de les « civiliser », et ce mot de civilisation revenait comme un leitmotiv dans tous les textes législatifs, politiques, littéraires et économiques produits sur l'Algérie . On prétendait vouloir y diffuser les lumières intellectuelles héritées des Siècles des Lumières, et de substituer au mode d'appropriation collective de la terre (la terre *arch*) le mode individuel de la propriété privée qui, seul, pouvait susciter le progrès parmi les « indigènes », même déposés.

Associé au mode de production « primitif » ou « communiste », la propriété *arch* de la tribu était stigmatisée avant d'être vouée à la désagrégation, au démantèlement. Le Sénatus- Consulte de 1863, puis la loi Warnier de 1884, s'étaient données justement pour objectif de désagréger la propriété *arch* pour lui substituer la propriété individuelle, ce qui permettait aux européens de s'emparer des terres tribales au nom du progrès et de la « civilisation ». Les révoltes tribales contre les empiètements et l'expropriation des terres 'arch avaient fourni le meilleur prétexte au législateur colonial pour produire les lois scélérates, telles qu'elles sont contenues dans la fameuse loi Warnier, et qui s'étaient traduites par la séquestration et de lourdes amendes imposés aux insurgés pour avoir osé contester l'ordre « civilisé » de la France. Il s'agissait d'une punition collective destinée de « dompter définitivement les indigènes », pour reprendre l'expression employée quelques années plus tôt par le Général Bugeaud, ce grand « pacificateur » de l'Algérie.

Déposés de leurs terres et de leurs identité, refoulés vers les versants abrupts et incultes des montagnes inhospitalières, déportés ou

forcés à l'exil vers l'Orient arabe ( Syrie, Turquie...) ou vers la France métropolitaine, les paysans algériens s'étaient trouvés du jour au lendemain projetés dans des univers hostiles, et complètement privés de repères...La première migration vers la France remonte à la première guerre mondiale lorsque les algériens furent astreints à la conscription obligatoire. Des contingents entiers de jeunes, en âge de porter les armes, sont enrôlés de force et envoyés sur le front allemand où beaucoup furent tués sous le drapeau tricolore. Une fois la guerre terminée, les survivants démobilisés sont recrutés comme manutentionnaires ou ouvriers dans les mines du Nord de la France quand d'autres sont appelés par les industries minières de l'Alsace et de la Lorraine, dont une partie des habitants s'était emparée des meilleures terres de la Mitidja, 45 ans plus tôt lorsque les troupes de Bismarck avaient envahi, en 1870, presque toute cette zone frontalière, qui a depuis constitué entre les deux nations rivales une véritable pomme de discorde....

#### **- De l'émigration d'aujourd'hui**

L'émigration d'aujourd'hui, notamment celle des Algériens, n'a rien à voir avec celle, forcée, du XIXe et du XXe siècle. Alors que durant ces deux derniers siècles, les Algériens étaient soit déportés et transplantés de force dans des régions lointaines et inhospitalières ( la Nouvelle Calédonie), soit utilisés comme une main d'œuvre, taillable et serviable à merci, dans les industries et les mines de la métropole, les migrants de la seconde moitié du XXe et du début du XXIe sont des travailleurs qui fuient volontairement leur propre pays, devenu pourtant indépendant, à destination d'autres horizons pour y trouver de meilleures conditions de travail et de vie. De l'émigration légale instituée au lendemain de l'indépendance entre l'Algérie officiellement affranchie de la tutelle coloniale et la France amputée de « l'Algérie française », on est passé à une période de restriction drastique de l'émigration/immigration. A la suite des vagues attendants racistes qui ont coûté la vie, en 1972, à des dizaines de citoyens algériens en France, attendants perpétrés par des groupes de l'extrême droite et des nostalgiques de l'Algérie française, le régime de Boumediene dut suspendre l'émigration vers la France, sans que cette suspension pût mettre fin ni aux humiliations et aux vexations de la police française à l'encontre de nos émigrés, ni au désir d'émigrer vers la France de ceux restés au pays et qui attendaient que l'Office de



main- d'œuvre leur délivrât une carte de travail et de séjour pour sauter dans le premier bateau en partance sur Marseille.

Les insurrections populaire, essentiellement paysannes, qui ont succédé de 1830 à 1945 contre l'ordre colonial avaient eu pour enjeu essentiel la protection de ses biens, la terre, contre les convoitises des colons rapaces, mais aussi pour enjeu de préserver sa liberté et de vivre entre soi et chez soi, et non pour renoncer à ces biens et à cette liberté pour s'en aller ailleurs.

Aussi, la question qui se pose et à laquelle la réponse semble problématique est celle-ci : pourquoi l'Algérie indépendante n'a-t-elle pas tari à la source cette migration qui n'a cessé de se poursuivre en dépit de la rupture théoriquement consommée avec la colonisation ?

#### - De la migration clandestine et du phénomène *harraga*

A l'émigration légale et réglementée par les fameux Accords D'Evian en 1962, a succédé une émigration clandestine illustrée par le phénomène des *harraga* vers la France et l'Europe du sud. Nos compatriotes, notamment les jeunes, de moins de 35 ans, figurent parmi les candidats de cette aventure hasardeuse. Poussés par le chômage, le sentiment d'échec et de désespoir, ils « achètent » leur place au prix fort auprès des passeurs qui tentent de leur font traverser la Méditerranée, souvent via les côtes tunisiennes ; lors de leur traversée, certains s'échouent au large et se noient, d'autres, les plus « chanceux » se font arrêter par les gardes côtes tunisiennes et italiennes et qui les font placer dans des centres d'internements. A Annaba, l'infatigable Kamel Belabed, porte-parole du collectif des familles de *harraga* disparus en mer, dénombre onze camps secrets de rétention de *harraga* en Tunisie où bon nombre de nos compatriotes y sont enfermés. En juillet 2009, Belabed dénombre trois cents jeunes algériens portés disparus en Tunisie, et demande au nom des familles de ces infortunés qu'une enquête parlementaire soit ouverte à leur propos<sup>97</sup>. Ce chiffre de 300 *harraga* algériens enfermés en Tunisie, Belabed ne l'invente pas, mais il le tient des ONG dont les données sont souvent fiables. « Ce chiffre de 300 est important et précis, dit

---

<sup>97</sup> Lire *El Watan*, 4 juillet 2009, qui titre : « Onze camps secrets d'enfermement de *harraga* en Tunisie ».

Kamel Belabed. Le nombre est accablant, mais reste probable et je ne serais pas surpris si on me disait qu'il y en a davantage.» La Tunisie de Ben Ali ne semblait alors ménager aucun effort pour aider l'Europe du Sud à traquer l'immigration clandestine, et à la refouler. D'où la multiplication des centres d'enfermement des immigrants clandestins. Il en existe un dans la banlieue de Tunis, un second entre Gabès et la frontière libyenne, de onze autres « camps d'enfermement secrets dont la réalisation a été financée par l'Italie en contrepartie de sa coopération dans la lutte contre l'immigration clandestine. Une coopération instituée par deux accords bilatéraux dont le premier remonte à 1998. A l'époque, l'Italie, par cet engagement économique vis-à-vis de la Tunisie, a déboursé plusieurs milliards de liras en trois ans pour l'industrie, dont 500 millions de liras pour la réalisation en Tunisie de centres de rétention <sup>98</sup> »

- **Des *harraga* algériens noyés au large ou croupissant dans des centres de rétention**

Lorsque je me suis entretenu en septembre 2010 avec Kamel Belabed à propos de ces enfermés, il m'apprend que non seulement la situation n'a pas changé, mais qu'elle a empiré du fait de l'augmentation du nombre de jeunes *harraga*, qui tentent leur chance de traverser la mer en direction de l'Italie, mais qui échouent le plus souvent, et du fait aussi que les pouvoirs publics algériens, au lieu d'apporter une solution politique et économique à ces candidats du désespoir, ils préfèrent opter pour une approche judiciaire qui criminalise de *jure* et de *facto* les candidats à cette émigration économique, contrainte et forcée.

Notre pays, comme chacun le sait, vit une situation économique difficile en dépit de la manne pétrolière, et l'augmentation des prix du baril du pétrole. Le chômage et le désœuvrement qui y sévissent n'offrent d'autres perspectives aux jeunes diplômés ou non que l'exode vers des horizons lointains. L'Europe apparaît donc à des milliers, voire à des millions de jeunes, comme l'ultime refuge pour s'en sortir. Le phénomène des *harraga* illustre une situation de désespoir chez ces jeunes qui ne voient pas d'avenir dans leur propre pays et se sentent abandonnés à eux-mêmes, et comme plongés dans une sorte de

---

<sup>98</sup> Source des ONG, cité par *El Watan* du 12 décembre 2010.

déréliction totale. Ils se sentent comme des laissés pour compte. Comme ils savent qu'ils ne peuvent pas réussir leur vie, se faire une situation viable dans leur propre pays, ils se laissent abandonnés au rêve de l'aventure, et de la quête d'une vie meilleure sous d'autres latitudes.

De là s'explique en effet les dangers qu'ils encourent en se jetant dans des barques pour traverser la mer avec tous les risques que de telles aventures pourraient engendrer pour leur vie. Certains meurent noyés, d'autres disparaissent ou se font enfermer par les autorités tunisiennes dans des cachots. Depuis des années, il ne se passe guère ou presque un jour sans que la presse nationale ne fasse état de jeunes disparus en haute mer ou récupérés par les gardes côtes algériennes ou tunisiennes. Ce phénomène s'amplifie. Le 9 décembre 2010, l'on a signalé la disparition en mer de 36 jeunes candidats à l'émigration clandestine, mais qui ont été finalement interceptés et récupérés par les gardes-côtes tunisiens, le 12 décembre, près de la ville de Tabarka. Cette information a été donnée par le quotidien *El Watan* daté du 12 décembre, avec ce titre significatif : " Rien n'arrête les harraga ». Ces jeunes, d'après leurs familles, avaient embarqué depuis les plages de Seybous et Sidi Salem. Quelques jours auparavant, une centaine d'autres jeunes s'étaient fait embarquer dans des pirogues de fortune depuis les côtes oranaises pour regagner la rive nord de la Méditerranée en direction de la côte ibérique. Deux autres embarcations ayant à leur bord 17 et 19 jeunes n'ont pas été retrouvées par le Groupement territorial des gardes-côtes d'Annaba, appuyés dans leur recherche par deux avions militaires dépêchés de la base aérienne de Boufarik. Avisés de la disparition de deux autres embarcations par les autorités algériennes, les Italiens et les Espagnols ont tenté de les retrouver, mais en vain. Les 36 harraga échoués à Tabarka sont âgés de 20 à 39 ans, et originaires de Skikda, de Taref et d'Annaba. Ces jeunes, tout comme ceux qui ont été capturés avant eux par les Tunisiens, avaient du probablement subir le même sort : enfermés dans des centres de rétention et maltraités, et heureux ceux qui n'avaient pas été tué "accidentellement" par les agents de la police de Zine Addin Ben Ali...

## - Les itinéraires des *harraga*

Arrêtons-nous maintenant sur les lieux de passage de ces illégaux. Il serait bon de savoir les chemins escarpés qu'ils empruntent pour atteindre l'Europe, cet Eldorado de leur rêve.

Pour y parvenir, les clandestins, toutes nationalités confondues, ont en vue plusieurs points de passage, dont les pays du Maghreb constituent une étape obligée :

- En direction de l'Espagne, les passages des illégaux se font par le détroit de Gibraltar depuis les côtes marocaines, qui passent entre Larache et Hoceima et les côtes algériennes, soit Oran.

- En direction des îles Canaries : les bateaux partent depuis les côtes du Sahara occidental, entre Tarfaya et Dakhla, de la Mauritanie, à Nouadhibou, du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée Conakry.

- Ceuta et Melilla : ce sont deux villes espagnoles enclavées au Maroc, et qui forment le point de départ des clandestins vers l'Europe, et cela en dépit du fait que les frontières de ces deux villes sont avec des grillages doublés d'une hauteur de six mètres.

- L'Italie.- Les chemins qui y conduisent partent de la Tunisie et surtout de la Libye, passent entre Zouwarah et Misratah (canal de Sicile), puis se dirigent vers l'île de Lampedusa et la Sicile.

- Annaba.- depuis maintenant quelques années, cette ville est devenue le point de départ des immigrants clandestins appelés *harraga*. Ces jeunes désespérés se dirigent souvent vers l'île de Sardaigne.

- La Grèce.- pour y parvenir, les clandestins passent par la Turquie et embarquent à partir des côtes turques autour d'Izmir, et de là ils se dirigent vers les petites îles grecques, à savoir : Samos, Lesbos, Hios et Rhodes. Un autre point de passage est constitué par la frontière entre la Turquie et la Grèce. Par l'autoroute d'Alexandroupolis et d'Orestias, il passe chaque année des milliers de migrants, qui réussissent à pénétrer clandestinement en Europe, via la Grèce. Ils y entrent dissimulés à l'intérieur des camions. Une fois à Athènes, les illégaux rejoignent Patras pour embarquer vers l'Italie, sur le ferry se dirigeant vers Ancône, Brindisi et Venise.

- Le Sahara. Cette vaste zone désertique est empruntée également par les clandestins en provenance de l'Afrique Noire et elle représente de gros risques pour ces passagers. Avant d'atteindre la mer, ces clandestins meurent parfois de faim et de soif au milieu du Désert. Les aventuriers africains le traversent à bord de camions ou de véhicules tout terrain le long des pistes entre le Soudan, le Tchad, le Niger et le Mali d'un côté, et la Libye et l'Algérie de l'autre. Ici au moins 1 587 personnes sont mortes depuis 1996. Mais selon les survivants entendus par les ONG, presque chaque voyage compte ses victimes. Le nombre ceux-ci pourrait donc être bien plus élevé. Les chiffres incluent aussi les victimes des déportations collectives pratiquées par les gouvernements de Tripoli, d'Alger et de Rabat, désormais habitués à abandonner des groupes de centaines de migrants dans les zones frontalières situées en plein désert. Aux morts, victimes de la faim et de la soif, s'ajoute la maltraitance des illégaux lors de leur détention ou refoulement. La Libye de Khadafi, surtout, passe pour un Etat qui fait subir de mauvais traitements aux migrants clandestins. Il n'y a pas de données officielles, mais au cours de 2006 le Human Rights Watch et l'Afvic ont accusé Tripoli de détentions arbitraires et de torture dans les centres d'arrestation, dont trois sont financés par l'Italie. En septembre 2000 à Zawiyah, dans le nord-ouest du pays, au moins 560 étrangers ont été tués pendant des assauts xénophobes.

Le Maroc n'est pas plus tendre à l'égard de ces migrants qu'il refoule sans ménagement pour le compte de l'Union Européenne. Quant à l'Algérie, elle se contente de les repousser vers les pays voisins, quitte à ce que ces malheureux subissent les affres de la soif, et de la chaleur incandescente du Désert. Ainsi, en juillet 2007 au Mali, à 5 km de la frontière à Tinzawaten, entre 800 et 1000 candidats à l'émigration sont-ils restés sans abri, exposés à un soleil de plomb de 40°, et subissant humiliations et privations. On y trouve parmi eux trois types de candidats : 1. Ceux qui veulent retourner chez eux, mais n'ont pas les moyens ; 2. ceux qui refusent de retourner chez eux les mains vides pour ne pas subir la honte de leur familles ;3. Les passeurs qui s'y mêlent et qui font miroiter aux clandestins l'espoir de regagner bientôt l'Eldorado et qui les font languir...

## Conclusion

Que conclure donc de ce qui précède ? C'est que la réactivation et le culte de la mémoire de la résistance séculaire algérienne contre la colonisation et son cortège d'oppression, de déni de justice, de déportations, et de négation de l'identité algérienne, ne servirait à rien si elle n'était pas accompagnée de mesures concrètes de réhabilitation et de reconnaissance effectives des communautés expatriées (immigrés algériens en France, calédoniens, syriens, turcs...) d'origine algérienne ; cette mémoire réactivée, célébrée et chantée par les officiels sur tous les tons en hommage à nos compatriotes dispersés au quatre coin du monde, n'aurait de sens que si l'Etat algérien instituait un lien organique, fondé sur la solidarité, le renforcement des liens d'échange culturels, et pourquoi pas d'« allégeance » entre ces communautés d'expatriés et « la mère-patrie ». Sans parler des Kanaks d'origine algérienne auxquels nos officiels et nos politiques ne s'intéressent qu'au titre d'objet de curiosité « exotique », déjà nos émigrés de France et d'Europe qui ont apporté historiquement une contribution décisive à la Révolution nationale, ne sont pas traités avec le respect et la reconnaissance qui leur sont dus par les gouvernements successifs de l'Algérie indépendante. Depuis l'indépendance à nos jours, nos émigrés ne sont en effet considérés que sous le rapport économique, que sous le rapport d'une valeur marchande : les devises fortes qu'ils transféraient du temps des « vaches maigres » (1962-1978) vers le pays avaient plus de valeur aux yeux du régime que les immigrés eux-mêmes en tant qu'hommes et citoyens, faits de chair et d'os. L'Amicale des Algériens en Europe, qui dépendait alors du FLN, et qui était censée représenter les immigrés, fonctionnait en fait sur le mode policier : elle contrôlait politiquement les immigrés, usait des méthodes, de pression et d'intimidation, espionnait les ouvriers, et dénoncer à la police politique les opposants au régime de Boumediene. Le mot « encadrer nos émigrés » dont usait l'Amicale alors, signifiait justement « surveiller et dénoncer » leur comportement, leur préférence politique et la nature des affinités qu'ils entretenaient avec les syndicats français et les partis algériens de l'opposition clandestine (FFS, PRS, MDA de Ben Bella...).

Après l'inauguration du multipartisme en 1989, l'attitude officielle envers les émigrés n' pas changé fondamentalement ; elle reste

empreinte de mépris et d'indifférence. Contrairement à nos voisins Marocains et Tunisiens, dont les gouvernements accordent une grande sollicitude à leurs émigrés qu'ils associent au développement économique local, et qui savent en capter les compétences et le savoir-faire, nos gouvernements ne se sont jamais souciés des profits qu'ils peuvent en tirer des leurs, et traitent les émigrés et les compétences dont beaucoup d'entre eux recèlent comme le cadet de leur souci. Commémorer en théorie la mémoire des victimes émigrés d'octobre 1961<sup>99</sup> d'un côté, et les traiter en pratique en quantité marginale, voire méprisable, de l'autre, traduit manifestement une incohérence dans la démarche politique dans la conduite des affaires de l'Etat. Nos émigrés ne sont pas seulement frappés d'exclusion et de rejet, mais ils sont aussi méprisés et stigmatisés par le gouvernement, comme en témoigne l'absence d'une vision politique capable de capter leurs compétences au service du pays... Aujourd'hui, le phénomène de harraga apporte un démenti cinglant au discours officiel selon lequel le chômage n'existe pas ou existe dans une proportion faible, et que les diplômés sortis de l'université et des structures de formation professionnelles trouveraient facilement leur place dans un marché dominé pourtant et presque entièrement par l'économie informelle, faute d'emplois créés par le secteur public, mais aussi faute d'Etat ou par suite de sa faiblesse à imposer des règles de fonctionnement univoques et transparentes à tous.

### Références bibliographiques

- Ageron, C-R., « L'émir Khaled, petit-fils d'Abd-el-Kader, fut-il le premier nationaliste algérien? », Tunis, *Revue d'histoire maghrébine*, 1966.
- Ageron, C-R., *Les Algériens musulmans et la France, 1870-1919*, t. 2 pp. 1140-1189.
- Ageron, C-R., *France coloniale, ou parti colonial ?*, Paris, PUF, 1978.

---

<sup>99</sup> Lire Jean-Luc Einaudi et Elie Kagan, *17 octobre 1961*, Paris, Actes Sud/Solin, 2001 ; Paulette Péju, *Ratonnades à Paris*, précédé de : *Les Harkis à Paris*, préface de Pierre Vidal-Naquet, introduction de Marcel Péju, Postface de François Maspero, Paris, La Découverte/Poche, 2000.

- Augustin, B., *L'Algérie*, Paris, Société de l'histoire nationale, Plon, 1930, 548 p.
- Collot, C. et Henry, J.R., *Le mouvement national algérien, textes, 1912-1954*, Paris L'Harmattan, et Alger, OPU, 1978, pp. 24-25.
- Dittmar, Gérald., *Louise Michel 1830-1905*, Paris, éditions Dittmar, 2004.
- Gautier, E. F., *L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930*, Cahiers du Centenaire de l'Algérie, pp. 31-34 et 38-39.
- Esquer, G., *Les commencements d'un empire, la prise d'Alger (1830)*, paru en 1923.
- Hanoteau, G., & Martineau, A. (ss la dir.), *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, Plon, 1932.
- Noiriél G., *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine?*, Paris, Hachette, 1998.
- Girardet, R., *L'idée coloniale en France, 1871-1962*, Paris, La Table ronde, 1972.
- Hamet I., *Les Musulmans français dans le Nord de l'Afrique*. Paris, 1906. Son auteur était professeur à l'Institut des Hautes Etudes islamiques de Rabat (*Revue de l'Histoire des Colonies Françaises*, 1924, pp. 271-272, et 1931, p. 471
- Kaddache M., *Histoire du nationalisme algérien, 1919-1951*, Alger, SNED, 2 t. 1980 et 1981.
- Leimdorfer F., *Discours académique et colonisation, thèmes de recherche sur l'Algérie pendant la période coloniale*, Paris, Publisud, 1992, 320 p (liste des thèses soutenues de 1870 à 1962, pp. 287-299).
- Messali Hadj, *Mémoires*, Paris, J.-C. Lattès 1982, pp. 59-65.
- Meynier, Gilbert, *L'Algérie révélée, la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX<sup>ème</sup> siècle*, Genève, Droz, 1981.



- Ouennoughi M., *Les déportés maghrébins en Nouvelle-Calédonie et la culture du palmier-dattier (1864 à nos jours)*, Coll. Histoire et Perspectives méditerranéennes, L'Harmattan, Paris, 2006.
- Rouadjia A., *Les enfants illégitimes de la République. Les beurs et les figures emblématiques de l'action humanitaire*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.
- Revue de l'Histoire des colonies françaises, 1913.
- Schefer C., *La politique coloniale de la monarchie de juillet. L'Algérie et l'évolution de la colonisation française*, Revue d'histoire moderne, T. 3e, No. 18 (Nov. - Dec., 1928).
- Schefer Christian, *La conquête totale de l'Algérie, Valée, Bugeaud, et Sault*, RHCF, 1916, pp. 19-76.